

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

Rome - février 1955

LA PAIX " H " ?

Sir Winston Churchill n'a rien perdu de son optimisme, il est resté l'homme du « V » triomphant. Aux derniers entretiens qui ont réuni à Londres les hommes d'Etat italiens et anglais, il a, dit-on, affirmé que les armes atomiques rendent la guerre impossible... que lorsque deux nations ont acquis une telle puissance qu'elles peuvent se détruire réciproquement, on arrive à la « saturation », à la coexistence forcée, à la conviction que mieux vaut mutuellement se laisser vivre. En définitive, selon lui, les récents événements de Moscou ne devraient rien changer à la politique internationale.

Il semble à peu près certain que le « départ » de Malenkov et l'arrivée de Kroutchev ne modifieront guère la situation internationale. La Russie nous donne le spectacle d'une continuité historique étonnante, où la volonté, l'action d'un individu ne comptent qu'autant qu'elles répondent aux impératifs du peuple russe. « Autocratie, orthodoxie, nationalisme, voilà les bases de l'Etat russe » disait en effet le Tzar Nicolas Ier. Qu'a donc changé la Révolution, s'il faut bien admettre que le secrétaire du Parti tient la place du Tzar, et le Parti celle de l'Eglise? Malenkov écarté, Kroutchev redevient l'idéal secrétaire du Parti communiste, deus ex machina, sans aucune charge dans le gouvernement, mais dictateur absolu. Et si la relative modération de Malenkov a pu, un instant, nous leurrer, on voit bien qu'un homme n'est finalement qu'un fétu de paille dans le grand courant qui emporte le peuple russe vers son destin.

Mais en face de ce peuple, aujourd'hui comme hier proie d'une mystique, que l'Européen n'oublie pas de raisonner et d'approfondir ses propres conclusions, surtout quand elles sont trop simplistes. Si l'on admet que les hommes reculeront devant la guerre atomique, il faudrait en conclure, comme Candide, que « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes » et que la bombe H nous délivrera à jamais des horreurs de la guerre. Reconnaissons plutôt que les nouvelles armes ont créé dans le monde une situation nouvelle qui n'est plus à l'échelle de l'épée et du bouclier, ni des armées nationales. L'Européen doit rompre avec son passé pour s'adapter à l'ère nouvelle où, si les moyens sont démesurés, les mobiles de l'homme sont toujours les mêmes.

A. PELLEVANT GINI

MOUVEMENT EUROPEEN

PRÉSIDENTE D'HONNEUR

MM. Konrad ADENAUER, Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE-KALERGI,
Robert SCHUMAN, Paul-Henri SPAAK

Président: Paul-Henri SPAAK

Vice-Présidents: Robert BICHET, Robert BOOTHBY, Hermann PUNDER

Délégué Général à la propagande: André PHILIP

Délégué général aux Affaires Extérieures: Docteur J.-H. RETINGER

Secrétaire Général: Georges REBATTET

Trésorier: Baron René BOËL

COMITÉ INTERNATIONAL

Membres: Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux et des Organisations
Associées

BUREAU EXÉCUTIF INTERNATIONAL

Paul-Henri SPAAK*, Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Robert BICHET*, Baron
René BOËL*, André FRANÇOIS-PONCET, Henri FRENAY, Ernst FRIE-
DLAENDER, Enzo GIACCHERO*, Enrique GIRONELLA, Eugen KOGON*,
Lord LAYTON, René LHUILLIER, André PHILIP*, Georges REBATTET, J.-H.
RETINGER*, Robert BOOTHBY, L.G.A. SCHLICHTING, Karl WISTRAND*

* Egalement Membre de la Commission Permanente.

COMMISSIONS D'ÉTUDES

Présidées par :

Groupement Parlementaire International	Edouard HERRIOI
Commission Economique et Sociale	Herman ABS
Commission Juridique	P.-H. TEITGEN
Commission de Propagande	André PHILIP
Commission Culturelle	Salvador de MADARIAGA

MOUVEMENTS AFFILIÉS

Union Européenne des Fédéralistes	E. KOGON, H. FRENAY
Mouvement pour l'Europe Unie	W.-C. CHURCHILL
Mouvement Socialiste pour les E.-U. d'Europe.	A. PHILIP
Ligue Européenne de Coopération Economique	R. BOËL
Nouvelles Equipes Internationales	A. De SCHRIJVER
Conseil Français pour l'Europe Unie	A. FRANÇOIS-PONCET

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	Denis de ROUGEMONT, Directeur.
Collège d'Europe (Bruges)	H. BRUGMANS, Recteur.
Commission des Pays de l'Europe Centrale et Orientale	Sénateur de la VALLÉE POUSSIN

SECRETARIAT INTERNATIONAL

BRUXELLES: 25, rue de Spa. Tél. 18.58.00.

SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LA JEUNESSE

Délégué Général	André PHILIP
Délégué Général des Organisations de Jeunesse affiliées	Philippe FARINE
Secrétaire Général	Philippe DESHORMES

PARIS: 82, Avenue Marceau. Tél. BALzac 69-00

LES CONSEILS NATIONAUX

A PROPOS DES CONVERSATIONS A CINQ sur le désarmement

Le 25 février, une semaine avant la reprise des travaux du sous-comité de l'ONU pour le désarmement, le gouvernement soviétique a transmis par radio une longue déclaration contenant quelques propositions qu'il lui semblait « nécessaire » d'avancer. Elles comporteraient les propositions formulées l'automne dernier par Vishinsky à l'ONU. En quoi modifient-elles la situation et augmentent-elles les possibilités d'un accord? Voyons d'abord quelle était la situation quand l'Assemblée, à la fin d'octobre, approuva à l'unanimité une résolution qui donnait des instructions au sous-comité pour qu'il trouvât une base d'accord. Cette résolution était approuvée par l'Amérique, la Grande Bretagne, la France, la Russie et le Canada. C'était la première fois que la Russie, au sein de l'Assemblée agissait à l'unisson avec les autres Puissances.

Le sous comité se réunit à Londres du 13 mai au 22 juin, mais à l'issue des réunions dut avouer qu'il n'avait fait aucun progrès. La dernière proposition avait été avancée par les représentants britanniques et français mais Malik, représentant soviétique, la repoussa.

Toutefois ce plan anglo français est resté au premier plan au cours des discussions suivantes et sera examiné de nouveau avec l'approbation soviétique par le sous comité. Son point saillant est qu'il propose après la constitution d'un organe international de contrôle avec les pouvoirs suffisants, la réduction des armements et l'abolition des armes atomiques en trois phases. Un projet de traité sur le canevas de ce programme serait préparé par la commission de l'ONU pour le Désarmement et soumis à une Conférence mondiale pour le désarmement. En attendant les

par

W. N. EWER

correspondant diplomatique
du "Daily Herald"

puissances qui possèdent des armes atomiques s'engageraient à ne les utiliser qu'en cas de « défense contre une agression ».

En Juin, Malik avait repoussé ce plan, mais en Octobre à l'ONU Vishinsky présenta une proposition soviétique qui prenait ce plan comme base pour la préparation d'un traité de désarmement. Cette attitude soviétique fit naître des espérances et on pensa que le sous comité pouvait reprendre ses travaux.

A dire vrai la proposition Vishinsky était un peu obscure. Les Soviétiques demandaient aussi de nombreuses modifications du plan anglo-français. Mais il s'agissait de questions qui pouvaient au moins être discutées. Il semblait — si ce n'était absolument clair que le gouvernement soviétique eût renoncé à ses requêtes péremptives de bannir les armes atomiques avant toute autre réduction des armes et des forces armées. Le sous comité fut donc chargé de reprendre ses travaux.

Mais voici la nouvelle déclaration soviétique à la veille de la réunion du sous comité. Elle est inquiétante. L'une de ses propositions spécifiques semble curieuse. Le gouvernement soviétique avance maintenant l'idée d'une « congélation » initiale du niveau des armements, auquel Malik s'était opposé énergiquement en juin et que Vishinsky demanda d'éliminer en octobre. Mais ce n'est encore là qu'un point secondaire. Ce qui est bien plus grave, c'est le fait qu'il semble maintenant — bien que le langage ne soit pas tout à fait clair — que la Russie entend demander à nouveau, comme premier pas et « sans retard » l'engagement, de la part des cinq Puissances de détruire complètement les réserves d'armes atomiques et à l'hydrogène en leur possession. S'il en était ainsi, il s'agirait d'un pas en arrière vers l'impossible et de la révocation des concessions les plus importantes de Vishinsky en octobre.

De bien mauvais augure aussi le fait que ces propositions aient été précédées d'une longue attaque, dans le langage désormais trop connu, contre l'OTAN et les accords de Paris qui ne pourront manquer de conduire à une accélération de la course aux armements, y compris les armes atomiques. La seule chose que l'on peut en déduire c'est qu'il s'agit d'un premier pas vers la requête d'élimination des accords de Paris, pour la désagrégation du système défensif de l'OTAN, comme préliminaire essentiel à tout accord sur l'argument. Ce qui veut dire que le Kremlin n'a pas pour objectif la réduction des armements, mais uniquement la propagande comme il a été trop souvent démontré au cours des conférences de ces huit dernières années.



SCELBA ET MARTINO A LONDRES

Le Président du Conseil italien, M. Scelba et son ministre des affaires étrangères, M. Gaetano Martino ont quitté Rome le 13 février pour se rendre à Londres où ils devaient s'entretenir avec les représentants du Gouvernement britannique. En route ils se sont arrêtés à Paris où ils ont rencontré le Général Gruenther et Lord Ismay.

A Paris

Dès leur arrivée à Paris, MM. Scelba et Martino se sont rendus au S.H.A.P.E. où le Général Gruenther, commandant en chef des forces atlantiques, les a retenus à déjeuner. Cette visite retranscrit dans le cadre des contacts que le Général Gruenther prend depuis plusieurs semaines avec les gouvernements des pays membres de l'O.T.A.N. A chacun d'eux le Général expose le nouveau dispositif de défense occidentale en fonction des armées nouvelles.

Dans l'après midi ils ont rencontré Lord Ismay, secrétaire général de l'O.T.A.N., et ils ont assisté à la réunion hebdomadaire du conseil permanent de l'O.T.A.N. Enfin les deux hommes d'Etat italiens ont rendu visite à MM. Mendès France et Edgar Faure.

A Londres: coordination de la politique anglo-italienne...

Les affaires européennes figuraient au premier plan des entretiens que les deux hommes d'Etat italiens devaient avoir avec Sir Winston Churchill et Sir Anthony Eden, et ce n'était un mystère pour personne. Le «Times» n'hésitait pas à déclarer à la veille de l'arrivée des deux ministres italiens que l'objet des entretiens de Londres était de coordonner la politique de la Grande Bretagne et celle de l'Italie dans le cas où, contre leur attente, les accords de Paris ne seraient pas ratifiés.

...et la question économique

Les problèmes économiques constituent toujours l'une des préoccupations dominantes pour les Italiens. Si depuis la désastreuse expérience des mineurs italiens, fort mal accueillis par les «trade-unions» anglais, on ne fonde plus guère d'espoir à Rome sur la possibilité de trouver en Grande Bretagne un débouché pour la main d'oeuvre en excédent, il n'en reste pas moins que le gouvernement italien n'a pas renoncé à faire tous ses efforts pour accroître les échanges commerciaux avec l'Angleterre et, surtout, pour intéresser les capitaux britanniques aux entreprises industrielles pour le développement économique du midi.

Les Italiens de Libye et d'Erythrée

Enfin les quarante mille italiens de Libye et d'Erythrée qui se voient incorporés dans la fédération éthiopienne, constituent toujours une question épineuse au sujet de laquelle Rome est persuadée que la Grande Bretagne pourrait exercer une influence bienfaisante.

Les problèmes de défense des Balkans

Mais les questions de défense dans les Balkans ont aussi leur importance pour l'Italie, depuis le projet d'association italienne au pacte balkanique. Et la question ne pouvait manquer d'être discutée.

L'arrivée à Londres de MM. Scelba et Martino

Les deux ministres italiens sont arrivés à Londres dans la matinée du 15 février. A la gare de Victoria ils étaient attendus par M. Eden, marqué de courtoisie toute particulière car le protocole du Foreign Office ne prévoit pas que les ministres aillent au devant de leurs hô-

tes. M. Eden était accompagné de M. Ward, sous secrétaire aux affaires étrangères, des ambassadeurs MM. Clarke et Zoppi et de divers diplomates des deux Pays.

M. Scelba avait offert un déjeuner auquel ont assisté MM. Eden, Butler — chancelier de l'Echiquier — Mac Millan — ministre de la Défense — Attlee, Morrison, Ward et divers fonctionnaires du Foreign Office. Dans l'après midi MM. Scelba et Martino ont rendu visite à Sir Winston Churchill. Au diner offert par M. Eden participaient la délégation italienne au grand complet, les ministres Mac Millan et lord George, lord Woolton, lord Layton, Lord Leconfield, sir Ivon Kirlpatrick, secrétaire permanent au Foreign Office, etc...

Les lendemain matin, les conversations anglo-italiennes se sont poursuivies au Foreign Office entre MM. Mario Scelba et Gaetano Martino, d'une part, et Sir Anthony Eden, d'autre part.

Alors que les conversations à quatre qui s'étaient déroulées avec Sir Winston Churchill avaient eu un caractère plutôt général, des problèmes plus spécifiques figuraient à l'ordre du jour de l'entretien du Foreign Office.

C'est ainsi que les perspectives de la ratification des accords de Paris et les moyens de consolider l'Union de l'Europe Occidentale y occupaient la première place. La question de la défense du sud-est européen, qui pose le problème d'une éventuelle participation italienne à l'alliance balkanique, la stabilité et la sécurité du Moyen-Orient ainsi que des problèmes d'intérêt plus particulièrement italien se trouvaient également parmi les points discutés.

Chez la Reine

Dans la matinée du 16, les deux hommes d'Etat italiens ont été reçus par la Reine Eli-

sabeth. L'entretien s'est déroulé en français et la Reine a bien voulu exprimer au Président du conseil italien le vif désir qu'elle éprouve de visiter la Sicile où, jusqu'ici, elle n'a jamais pu séjourner.

Les ministres italiens ont ensuite pris part à un déjeuner offert en leur honneur par la presse étrangère. Prenant la parole à la fin du repas, M. Mario Scelba a déclaré que le but principal de la politique étrangère italienne était la participation à la défense du monde occidental qui, a-t-il dit, «sauvegarde les principes les plus anciens et les plus hautes traditions de la civilisation».

«Les conversations que j'ai déjà eues avec Sir Winston Churchill et Sir Anthony Eden, a-t-il poursuivi, nous ont permis de constater combien étroits — et, je dirai même identiques — sont nos points de vues sur les diverses questions qui ont été examinées».

Le premier ministre italien a également déclaré: «Contre un monde qui ne croit qu'en la force et qui le démontre ouvertement, la faiblesse et la division ne peuvent qu'encourager la

guerre. La solidarité doit être notre objectif permanent».

M. Mario Scelba a précisé que, malgré la disparition de la C.E.D., son pays «reste fidèle au principe qui a inspiré celle-ci, même si le réalisme politique nous oblige à accepter un but plus limité».

Dîner à Downing Street...

Un grand dîner a été offert le 16 au soir à Londres par Sir Winston Churchill en l'honneur du Président du conseil italien, M. Mario Scelba, et de son ministre des Affaires étrangères, le Professeur Gaetano Martino.

Des membres du gouvernement britannique, de nombreuses personnalités, des parlementaires et des dirigeants syndicaux assistaient à ce dîner.

... et nouveaux entretiens au Foreign Office

Dans la matinée du 17 M. Martino s'est rendu au Foreign Office où il s'est entretenu avec le Ministre d'Etat M. Reading, les sous-secrétaires MM. Ward et Speaight, Coulson, Nutting, Bromley; sont ensuite arrivés MM. Scelba, Eden, Kirkpatrick, Caccia et Turnton.

Communiqué final des entretiens de Londres

Le Président du Conseil des Ministres italiens, M. Scelba et le Ministre des Affaires Etrangères, M. Martino, ont été à Londres, en visite officielle, les hôtes du gouvernement de S.M. Britannique, du 15 au 19 février.

Les récents développements des relations italo-anglaises et l'action diplomatique commune des deux gouvernements des ces derniers mois, ont rendu possible une collaboration encore plus étroite et plus cordiale entre l'Italie et le Royaume Uni. Les deux hommes d'Etat italiens, au cours de leur visite ont donc eu, avec Sir Winston Churchill, Sir Anthony Eden et d'autres ministres britanniques, un vaste échange de vues sur la situation

mondiale et sur tous les aspects des rapports italo-anglais.

Ces conversations ont mis en évidence un accord complet entre les deux gouvernements. Ils sont décidés à continuer à accomplir le plus grand effort — en se consultant constamment entre eux et avec les Pays amis et alliés — pour sauvegarder la paix, renforcer la sécurité du monde libre et démocratique et pour veiller sur le patrimoine d'une civilisation à laquelle l'Italie et la Grande Bretagne ont si fortement contribué.

Au cours des entretiens, les Ministres ont réaffirmé leur plein appui à l'alliance Atlantique et aux autres organisations internationales dont leurs deux Pays font partie. Ils sont tombés

d'accord sur la nécessité de faire les plus grands efforts pour mettre en vigueur l'Union Européenne Occidentale aussi tôt que possible dans la conviction que cette organisation est essentielle pour promouvoir une étroite collaboration dans le cadre de l'Europe Occidentale.

Les Ministres sont également d'accord pour déclarer qu'une prochaine participation de la République Fédérale Allemande à cette libre association est essentielle pour l'unité et la défense de la communauté occidentale.

Ensemble, ils ont pris en examen les discussions qui sont en train de se dérouler au sein du groupe de travail de l'U.E.O. pour la production et la standardisation des armements. Ils ont confirmé le désir commun de leurs deux Gouvernements que ces discussions amènent à des ententes pratiques et constructives à la réalisation desquelles l'Italie et le Royaume Uni avec les autres membres de l'Union Européenne Occidentale peuvent donner leur pleine contribution.

Les Ministres ont eu un dernier échange de vues sur les rapports entre l'Est et l'Ouest, à la lumière des récents et importants événements dans le domaine international. Ils ont également passé en revue la situation existant dans divers secteurs mondiaux, d'intérêt commun pour les deux Pays et particulièrement en Méditerranée. En ce qui regarde les questions concernant directement l'Italie et la Grande Bretagne, les conversations ont confirmé pour la plus grande satisfaction des deux parties qu'il n'y a plus aucun problème sérieux en suspens entre les deux Pays et que leurs intérêts généraux concordent entièrement.

Le caractère très cordial des discussions a montré que les relations entre l'Italie et le Royaume Uni sont maintenant redevvenues aussi amicales que jadis. Les Ministres ont réaffirmé leur décision de consacrer leur efforts au développement ultérieur de ces relations, dans une atmosphère de constante confiance.

« Démission » de MALENKOV

Le 8 février, l'agence Tass a diffusé un communiqué annonçant la démission de M. Malenkov: « Aujourd'hui, à 13 heures, dans la salle des séances du Soviet Suprême au Kremlin, s'est tenue une réunion conjointe du soviet de l'Union et du Soviet des Nationalités ».

« M. P. A. Volkov, président du Soviet de l'Union, qui présidait la séance, a donné lecture d'une déclaration de M. Georges Malenkov, président du conseil des ministres de l'URSS, demandant de le libérer des fonctions de président du conseil des ministres. Après lecture de la déclaration de M. Malenkov le député A.M. Pouzanov a pris la parole et a proposé d'accepter la déclaration de M. Malenkov.

« Conformément à la proposition du député Pouzanov, le Soviet de l'Union et le Soviet des Nationalités, ont accepté à l'unanimité la déclaration de M.G. Malenkov concernant sa libération des fonctions de président du conseil des ministres de l'URSS ».

Le message de Malenkov

Voici le texte intégral du message adressé par M. G. Malenkov au président de la séance conjointe du Soviet de l'Union et du Soviet des Nationalités:

« Je vous prie de porter à la connaissance du Soviet Suprême de l'Union soviétique ma demande d'être libéré de mes fonctions de président du conseil des ministres de l'U.R.S.S.

« Ma demande est motivée par les considérations concrètes de la nécessité du renforcement de la direction du conseil des ministres en vue de la nomination au poste de président du conseil des ministres de l'U.R.S.S. d'un autre camarade plus expérimenté dans le travail d'Etat.

« Je vois clairement que, dans l'exécution des fonctions complexes et pleines de responsabilités de président du conseil des

ministres, se font sentir de manière négative, à la fois mon manque d'expérience et le fait que je n'ai jamais eu, dans le gouvernement ou dans l'administration, à diriger une branche de l'économie nationale.

« Je me sens également obligé de déclarer qu'actuellement, alors que le parti communiste de l'U.R.S.S. et les travailleurs de notre pays consacrent tous leurs efforts à un développement plus rapide de l'économie agricole, j'aperçois, d'une manière particulièrement claire, la faute et la responsabilité qui m'incombent dans les insuffisances qui se sont fait jour dans l'économie agricole. En effet, durant plusieurs années, j'ai été chargé de contrôler et de diriger les principaux organismes agricoles et les organisations locales du parti travaillant dans le domaine de l'économie agricole.

« Le parti communiste de l'U.R.S.S., à l'initiative et sous la direction de son comité central, a élaboré et réalisé actuellement une série de mesures importantes pour rattraper le retard de l'économie agricole. Au nombre de ces mesures figure manifestement la réforme portant sur les impôts agricoles. Je désire souligner qu'elle a été prise et réalisée sur proposition et à l'initiative du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., et l'on voit maintenant quel rôle important a joué cette réforme dans le développement de l'économie agricole.

» Actuellement, comme on le sait, à l'initiative et sous la direction du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., un vaste programme a été élaboré afin de rattraper le retard de l'économie agricole et de la développer plus rapidement.

» Ce programme se fonde sur le seul principe juste: celui d'un développement maximum de l'industrie lourde, qui, lui seul, peut rendre possible un dé-

veloppement ultérieur de la production de produits manufacturés de consommation courante

» On peut s'attendre à ce que divers hystériques bourgeois se livrent à des spéculations calomnieuses sur ma libération du poste de président du conseil des ministres de l'U.R.S.S.

« Mais nous autres, communistes et citoyens soviétiques, nous passerons outre à tous ces mensonges et ces calomnies. Chacun de nous place au-dessus de tout les intérêts de la patrie, du peuple et du parti communiste.

« En formulant ma demande de me libérer de mes fonctions de président du Conseil des ministres de l'URSS, je veux assurer le Soviet Suprême que dans le nouveau secteur qui me sera confié je remplirai mon devoir et assumerai mes responsabilités de la manière la plus consciencieuse sous la direction, monolithique par son unité, du comité central du parti communiste de l'U.S.R.S.S., et du gouvernement soviétique ».

Cette déclaration est signée « président du conseil des ministres de l'Union soviétique: Malenkov ».

Boulganine Président du Conseil

Le Soviet suprême a accepté par un vote unanime la candidature du maréchal BOULGANINE présentée par M. Krouchtchev, au poste de président du conseil soviétique.

L'exposé de Molotov

En commençant son exposé sur la situation internationale, M. Viatcheslav Molotov s'est arrêté longuement sur les traits caractéristiques de la période d'après-guerre qui, selon lui, confirme la création de deux camps sur la base de deux systèmes économiques différents. Il affirme que la seconde guerre mondiale, du fait de la création d'un « camp démocratique » à la

tête duquel se trouvent l'URSS et la Chine, a permis à l'Union Soviétique de sortir de l'isolement.

M. Molotov souligne que la moitié de la population de l'Europe et de l'Asie appartient à ce « camp démocratique ».

Analysant la situation en Asie, il mentionne le rôle que l'Inde est appelée à y jouer, comme important facteur de paix et de sécurité.

M. Molotov attaque vivement la politique américaine, estimant que les Etats-Unis nourrissent encore l'idée de ramener au capitalisme des pays qui se sont engagés dans la voie du socialisme. Après avoir qualifié la politique extérieure soviétique de « pacifique », stigmatisé celle des « impérialistes » — en premier lieu les Etats-Unis — comme agressive et après avoir confirmé que cette dernière politique préparait à une troisième guerre mondiale, M. Molotov poursuit :

« De nos jours, une lutte se précise entre deux politiques extérieures : celle de la paix et celle de la guerre ». M. Molotov a réaffirmé que l'URSS aspirait à la paix et au relâchement de la tension internationale.

M. Molotov a insisté sur les changements intervenus en Asie pendant la dernière période historique. Aujourd'hui, a-t-il dit, il n'existe plus d'Inde coloniale, mais une Inde indépendante, plus d'Indonésie coloniale, mais une Indonésie indépendante. Analysant la situation dans le Proche-Orient, M. Molotov a estimé que les pays africains se trouvaient encore dans la main de l'impérialisme mais que, dans peu de temps, on ne pourrait pas étouffer le mouvement qui s'y développe.

M. Molotov a déclaré dans son discours que les savants soviétiques avaient remporté de très grands succès dans le domaine de la bombe thermo-nucléaire et qu'actuellement les Etats-Unis étaient en retard sur l'URSS dans ce domaine.

M. Molotov a révélé que des consultations sont en cours entre les 8 pays qui ont participé à la conférence de Moscou en vue de la préparation d'un accord commun d'amitié, de coo-

pération et d'assistance mutuelle. Il a précisé qu'en cas de ratification des accords de Paris, un commandement militaire unique des 8 pays sera créé.

M. Molotov a déclaré pour le problème atomique que l'URSS a déjà proposé aux Etats-Unis de ne pas utiliser la bombe atomique.

Le discours de Boulganine

Au cours de la séance de clôture du Soviet Suprême, le Maréchal Boulganine a prononcé un discours à l'occasion de sa nomination à la Présidence du Conseil.

Il a déclaré qu'il consacrerait toutes ses forces à justifier la confiance qui lui est accordée. Il a affirmé que le Conseil des Ministres continuera à appliquer sans déviation aucune la politique élaborée par le Parti communiste. En politiques étrangères, il poursuivra les efforts de ses prédécesseurs en vue de garantir la paix et la sécurité générales.

Le Maréchal a souligné que dans le domaine économique, l'orientation sera axée sur le développement de l'industrie lourde qui a toujours été la base essentielle de l'économie soviétique.

Le Maréchal a ensuite énuméré les mesures envisagées dans le domaine agricole et a précisé qu'il serait nécessaire de mobiliser toutes les forces de la

paysannerie sur la base d'une technique moderne.

L'insuffisance du rendement, a-t-il dit, constitue encore un frein important et nous devons reconnaître que nous sommes en retard sur le développement général de notre politique quinquennale.

Le Maréchal Boulganine a annoncé une réduction des frais d'entretien de l'appareil administratif et le banissement des méthodes bureaucratiques.

La crise de l'agriculture soviétique

Le coup de théâtre qui s'est produit à Moscou le 8 Février a ramené au premier plan de l'actualité la crise de l'agriculture soviétique, souvent mise en question au cours de ces deux dernières années.

L'écart angoissant récemment constaté entre les besoins de la population et le niveau agricole et de l'élevage s'expliquent en grande partie par une progression plus lente dans ce domaine que le rythme d'accroissement de la population de l'URSS. La population urbaine s'est accrue, depuis la fin de la guerre, de quelque 17 millions de personnes en même temps qu'augmentaient les revendications des citoyens en qualité et en variété. Or, s'il est vrai que la production céréalière est passée de 10 millions à 40 millions de tonnes de 1926 à 1952, cet accroissement ne suffit pas à couvrir à la fois les besoins élémentaires de la population et ceux de l'armée et de l'exportation.

La situation est plus alarmante encore dans le domaine de l'élevage où le nombre des bovins, et surtout des vaches, est inférieur à celui d'avant la première guerre mondiale.

On note, enfin, que le programme de relèvement agricole est lié au développement de l'industrie lourde, qui doit fournir, d'une part, l'industrie d'armement, d'autre part aussi des équipements modernes aux kolkhozes et sovkhozes, de même que les moyens d'expansion de l'électrification et d'amélioration du système des transports à travers l'URSS.



La conférence des Armements à Paris

La conférence sur la création d'une Agence européenne d'armements s'est ouverte le 17 janvier au Palais de Chaillot à Paris.

Les experts se trouvaient en présence de trois documents:

1) La résolution de la conférence des neuf, publiée à l'issue de la signature des accords de Paris;

2) Le projet de directives français établi le 1er Octobre dernier et dans lequel le gouvernement français exprimait son désir de voir créer une agence européenne de production, de

répartition et de standardisation des armements.

3) Le memorandum français du 3 Janvier 1955 qui prévoit deux périodes pour la mise en route d'une telle agence des armements: un régime provisoire se terminant le 31 Décembre 1956 et un régime définitif qui prévoit pour l'agence des armements certains pouvoirs supranationaux. Ce memorandum est un document de travail. Des suggestions, des critiques, des propositions nouvelles seront présentées par les six autres délégations.

professeur Erhard a réexposé les vues, de caractère très libéral, qu'il avait développées la semaine dernière à Baden-Baden au cours de la rencontre Mendès-France-Adenauer. Bien qu'en faveur d'une coordination de la production européenne des armements et de la standardisation du matériel, le ministre de l'économie fédérale repousse par avance toute organisation dirigiste et n'admet la création de contrôles que si ceux-ci ne s'étendent pas aux biens de consommation qui entrent à un moment quelconque dans la fabrication des armements (tôles, laminés, produits demi-finis, etc.). Il semble que les vues du professeur Erhard aient reçu un accueil favorable de la plupart des experts de l'U.E.O., qui estiment que les contre-propositions allemandes ne sont nullement opposées au projet français, qu'elles précisent.

Communiqué de la séance d'ouverture

Voici le communiqué de la séance d'ouverture:

« Ce matin, à 11 heures, s'est tenue au palais de Chaillot, sous la présidence de M. Hommel, représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord, la première séance du groupe de travail sur la production et la standardisation des armements, dont la création avait été décidé par les ministres des affaires étrangères des pays membres de la future Union européenne occidentale, dans une résolution adoptée à Paris le 21 octobre 1954.

« Les sept pays étaient représentés par les personnalités suivantes: l'Allemagne, par le professeur Erhard, ministre fédéral de l'économie; la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, par leur représentant permanent auprès du conseil de l'Atlantique-Nord, respectivement MM. André de Staercke, A. Parodi, A. Alessandrini, A.W.L. Tjarda Van Starckenborgh et Sir Christopher Steel.

« D'autre part l'Organisation du traité Atlantique-Nord était représentée par M.L.P. Weicker, secrétaire général adjoint pour la production et la logistique.

« Les fonctions de secrétaire gé-

néral du groupe sont assurées par M.P. Fraser, secrétaire général adjoint de l'Organisation du traité de Bruxelles.

Le groupe a examiné les questions relatives à l'organisation de ses travaux. Il a ensuite entendu un exposé de M. Parodi sur le memorandum français qui doit servir de base de travail, ainsi que sur les motifs qui ont inspiré son gouvernement.

« Le représentant français a notamment souligné la perspective ouverte par ce projet en ce qui concerne l'unité européenne, la collaboration dans le domaine de la défense commune et le rapprochement franco-allemand.

« Cette séance est la première d'une série de réunions, qui, en raison du caractère technique et complexe des débats, pourraient se prolonger pendant un certain temps, ainsi qu'il a été prévu »

* * *

L'intervention la plus remarquable a sans doute été celle du professeur Ludwig Erhard, ministre de l'économie de Bonn, qui a présenté un texte qui servira d'instrument de travail à la conférence, conjointement avec le document français. Le

Conseil d'Europe:

250 millions d'Européens

Clôturant le 21 février un débat sur le conseil de l'Europe, lord John Hope, sous-secrétaire d'état au Foreign Office, a déclaré: « La vraie force du conseil de l'Europe réside dans le fait que c'est la seule organisation politique de deux cent cinquante millions d'Européens ».

Auparavant, lord John Hope avait notamment souligné:

— que les controverses sur les organismes supra-nationaux se sont calmées au sein du conseil de l'Europe;

— que la simplification des organisations européennes est en cours;

— que la réorganisation du secrétariat international de Strasbourg est à l'étude;

— que le Foreign Office, contrairement à certaines affirmations de députés britanniques, ne prend pas à la légère le travail du Conseil de l'Europe,

La conférence européenne de l'O.I.T.

Une sorte de conflit social intereuropéen s'est ouvert à Genève le 24 janvier avec le début de la première conférence régionale de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.). Pour la première fois en effet se sont affrontés sur des thèmes comme le financement de la Sécurité sociale, la productivité, l'âge de la retraite, les pays de l'Europe occidentale et ceux d'au delà du rideau de fer. Vingt-sept nations au total dont neuf communistes. L'U.R.S.S. rentrée récemment au sein de l'O.I.T., était représentée par l'un de ses plus brillants spécialistes, M. Aroutounian, accompagné du représentant des syndicats soviétiques et de celui des « employeurs ».

Le délégué des travailleurs français, M. Bouladoux, de la C.F.T.C. — qui connaît aussi quelques difficultés du côté communiste — a fait une certaine sensation en proposant l'institution dans tous les pays adhérant à l'O.I.T. de la semaine de 40 heures étalée sur cinq jours de travail, sans réduction des gains.

Pour étayer cette proposition, une camionnette apporta de Bruxelles une pétition de 575.000 signatures, représentant une charge de 600 kilos de papier, collectée par les syndicats belges...

Manifestation symbolique sans doute, sur laquelle les délégations communistes n'ont pas encore greffé leur thème de propagande.

Les délégations aux conférences européennes du travail, comportent quatre délégués par pays: deux représentants du gouvernement, un des travailleurs et un des employeurs. C'est le principe du tripartisme. Avec le principe d'universalité — tous les pays doivent être représentés, — il est la base de la constitution de l'O.I.T. Mais l'entrée des pays « totalitaires » à l'O.I.T. — étant membres des Nations unies, ils font de droit partie des institutions annexes — a fait

A GENÈVE

apparaître une contradiction entre ces deux principes.

Ce que les créateurs du B.I.T. n'avaient en effet pas prévu, c'est que les quatre délégués de ces pays ne feraient qu'un seul bloc, dirigé en fait par le délégué gouvernemental. Bien plus, à la conférence européenne les délégués des sept pays de l'Est

(U.R.S.S., Biélorussie, Ukraine, Bulgarie, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie) manoeuvraient avec ensemble sous la direction du délégué gouvernemental soviétique, M. Aroutounian, et, selon M. Waline, utilisaient surtout la conférence comme une tribune de propagande politique, critiquant par exemple les accords de Paris, ce qui n'était évidemment pas à l'ordre du jour.

Robert Schuman a dit...

« L'opinion publique française, malgré certains excès de nationalisme, continue à penser européen et reste favorable à une réconciliation avec l'Allemagne », a affirmé M. Robert Schuman, au cours d'une conférence faite à l'institut des relations internationales, à Bruxelles.

« On ne peut songer à faire vivre ce qui a échoué, mais, il faut le dire, les accords de Paris ne répondent pas aux besoins de l'Europe, car ils ne portent pas en eux une solution supranationale du problème allemand », a dit l'ancien ministre des affaires étrangères.

Abordant ensuite le problème de la Sarre, M. Robert Schuman a déclaré que le tête à tête franco-allemand auquel cette question a donné lieu n'était guère heureux et comportait des risques, les décisions prises ne pouvant être considérées comme ayant un caractère européen. « Le statut envisagé, a-t-il dit, n'a rien de définitif puisqu'il prévoit une seconde phase avec un second referendum. Ainsi, il continuera à entretenir l'agitation et la suspicion entre l'Allemagne et la France. Tant qu'il n'existera pas une Europe à personnalité internationale, la Sarre ne deviendra jamais un territoire européen et sera toujours convoitée par l'Allemagne ».

M. Robert Schuman a conclu en lançant un appel en faveur de nouvelles initiatives européennes:

« J'ai la conviction, a-t-il dit, que ces initiatives, pour l'instant, ne viendront pas de la France. Nous devons compter sur d'autres gouvernements. La majorité à l'assemblée nationale française est telle que de nouvelles propositions y auraient peu de chances de succès. Je ne crois pas que les élections de 1956 modifieront sensiblement cet aspect. Cependant, la France vous suivra. Mais il faut faire vite et chercher des objectifs nouveaux, par exemple dans le domaine de l'énergie, des transports, de la création d'écoles militaires et d'usines d'armements communes. En même temps, il faut veiller au maintien et au développement des institutions existantes, notamment la communauté européenne du charbon et de l'acier.

« Chaque jour perdu pour l'Europe signifie un recul de l'idée initiale, notamment en Allemagne, en Italie, et je n'exclus pas la France. Il ne faut pas laisser passer la dernière chance ».

L'aspect spirituel du problème eu

Aujourd'hui, l'idée européenne est entrée dans le stade positif, trop vite peut-être et trop brusquement. Notre jeunesse universitaire, en ce moment, doit constater que l'idée Europe est devenue la proie des discussions techniques, juridiques, économiques et militaires. Elle voit des experts installés autour des tables de conférences discutant rapports et dossiers, elle entend les gouvernements et les partis politiques se disputer à qui fera le moins de sacrifices et le moins de concessions. Le spectacle n'est certes pas édifiant, il n'est pas fait pour enchanter et exalter notre imagination, pour échauffer nos sensibilités et emporter nos adhésions.

Le temporel est nécessaire mais ne suffit à rien de grand...

Mais, n'oublions pas que la trame de l'histoire politique et économique est tissée de menus fils qui s'entrelacent et s'entremêlent, lancés selon des règles paradoxales qu'aucun tisserand n'a encore définies et débrouillées.

Il faut dans cette matière discuter chiffres et statistiques, confronter et concilier les intérêts contradictoires et inconciliables, parler charbon et acier, pétrole et uranium, contingents et bataillons et agiter tant de questions sans panache et sans prestige moral! Là est précisément une des sources profondes de la vie politique, un des grands moteurs de l'histoire humaine: l'intérêt. Reconnaissons-le et utilisons-le. Le temporel est nécessaire à tout, mais il ne suffit à rien de grand.

Ce qui, de tous temps, a décidé les peuples à consentir les sacrifices sans lesquels aucun des grands projets humains n'est viable, c'est une foi, c'est un esprit partagé par l'élite et par les foules. L'empire romain n'est pas sorti exclusivement des conquêtes, des pactes, des efforts d'organisation et d'administration, de la *disciplina romana* il est dû encore à un sentiment de la *majestas romana* à l'idée de la grandeur, de la beauté d'une mission, en un mot à une idée qui a hanté et inspiré l'élite de l'ancienne Rome, telle que Scipion l'a définie prophétiquement en parlant de la Ville fondée par les Dieux pour l'Eternité: *Urbem auspiciato deis auctoribus in aeternum conditam*; telle que Virgile l'a chantée dans les vers célèbres que récitaient les jeunes Romains du temps d'Auguste: *A toi, Romain, la mission de mener les peuples et de leur octroyer la paix universelle. Tu regere imperio populos, Romane, memento; Et pacem imponere orbi terrarum.*

De même la chrétienté, héritière sous bien des rapports de l'antique Rome, transposant

par PIERR

Ministre de l'Education
du Grand Duché

Voici, pour nos lecteurs, quelques extraits d'une cation Nationale du Luxembourg, a prononcé, à l'occasion spirituel du problème européen et le rôle des univers civilisation européenne: le personnalisme, la con

« L'affirmation des trois idées-mères de notre civil aide à la préparer. Je sais tout le poids du scepticisme prudentes que nous inspire l'amour même de nos pa lasser de réclamer que l'Europe future ne devra pas pas se lasser de dire que conçue dans un esprit uni mais le dépassement des nationalités, tout comme c parfois une synthèse heureuse de styles divers; et es sacrifices de toute espèce, faisons comme certains sereine et fière, puisqu'elle est une cuirasse de sûret

sur le plan spirituel la noble ambition romaine de diriger les destinées de l'humanité, était bel et bien une organisation, une institution, une hiérarchie, mais elle était avant tout une foi et une idée.

Intégrer à tout prix et à tout propos...

On dit communément que faire l'Europe, c'est donner à la diversité des nations occidentales une unité ou plutôt c'est refaire et retrouver l'unité politique, économique perdue.

Les sceptiques et les pessimistes déclarent vaine et stérile une entreprise d'unification d'un monde aussi divisé et opposé que notre Occident. Ils signalent la force, la toute-puissance des oppositions d'intérêts, de coutumes, de traditions, de langues, et que sais-je.

Ils oublient qu'unité ne signifie pas uniformité, qu'au fond il n'y a d'unité que dans la diversité, qu'unité signifie équilibre plus ou moins stable d'éléments divers, de tendances et de forces opposées. L'essentiel n'est peut-être pas de donner à nos économies une structure identique, de mêler et de fusionner nos contingents militaires, d'intégrer à tout prix et à tout propos.

L'essentiel n'est pas de créer un droit unique, des institutions identiques, des régimes politiques pareils, mais plutôt de réaliser un esprit, une volonté commune; de superposer à la mentalité dite nationale, une mentalité européenne, de compléter notre optique particulariste par une optique et une perspective européennes. L'unité européenne devra être d'abord réalisée dans un ensemble de conceptions communes, par une espèce d'axiomatique europée-

européen et le rôle des Universités

PIERRE FRIEDEN

Ministre National et de l'Intérieur
de Luxembourg

conférence que M. Pierre Frieden, Ministre de l'Éducation de la semaine de l'Europe à Liège, sur « L'aspect des Universités ». Après avoir défini les trois idées mères de nationalisme, de communauté et d'universalisme, M. Frieden concluait : « L'universalisation ne suffit certes pas pour faire l'Europe; elle ne peut que peser sur nos esprits; je connais les hésitations de nos patries, de nos droits et de nos traditions. Il ne faut pas se laisser aller à la négation de nos patries diverses; il ne faut pas être universaliste véritable, elle ne sera pas la suppression. Certaines de nos plus belles églises sont un amalgame. À la fin de compte, si l'Europe nouvelle nous impose des principes maximaux qui portent leur carapace avec une patience égale à autant qu'une charge pesante ».

enne, par la conscience que nous aurons de principes et de valeurs communs et par la volonté commune de les défendre. L'unité d'une civilisation ou plus simplement, d'une organisation ne tient pas tant à une législation, mais à une tradition morale, elle est d'ordre spirituel, elle est dans les âmes. Une nation, disait Renan, est une âme, ou pour rappeler un mot du grand juriste allemand Paul de Lagarde: l'Allemagne n'est pas seulement un fait institutionnel, mais moral. *Das Deutschtum liegt nicht im Geblüt sondern im Gemüt*; on est allemand non par le sang, mais par l'âme.

Ebranler les volontés et les élans...

Il est bien entendu que nous faisons une distinction nette entre le simple concept et l'idée. Les concepts se définissent; leur compréhension et leur extension sont délimitées, *ideae clarae et distinctae* telles que nous les appliquons dans les sciences.

Or, il est des domaines où les concepts ne suffisent pas, ni pour comprendre, ni surtout pour entreprendre et transformer, où l'on peut dire avec Pasteur que celui qui n'aurait que des idées claires serait assurément un sot.

En politique entre autre, il ne s'agit pas seulement de physique sociale et de droit public, de principes et de concepts à appliquer, il s'agit encore d'ébranler des volontés et des élans, d'enchanter des imaginations et d'échauffer des sensibilités, en un mot d'entraîner les hommes vers une décision, ce qui ne se fait pas tant par l'usage des concepts que par l'appel au sentiment, à l'imagination, au mythe,

à l'utopie, à la vision, et quelquefois aussi à l'idée.

Le " Personnalisme communautaire "

Une première idée-mère de notre civilisation européenne provient à la fois de la tradition judéo-chrétienne et de la tradition gréco-romaine; nous pouvons la résumer dans la notion familiarisée par Emmanuel Mounier de personnalisme. Il s'agit d'un double personnalisme théologique et humain: Dieu conçu comme une personne transcendante à la société, à l'Etat.

Dieu est esprit créateur, régulateur, ordonnateur de l'univers, ainsi que l'a chanté Cléanthe, le stoïcien, dans son Hymne à Zeus, ce *Veni Creator Spiritus* de l'Antiquité; ainsi le conçoivent le judaïsme et le christianisme.

Personnalisme humain qui attribue à chacun une essence propre, une autonomie, une liberté, une valeur unique inaliénable, admirablement exprimée par Sophocle lors du procès qui lui avait été intenté pour sacrilège à l'égard des Mystères d'Eleusis; Je reste à l'écart du troupeau et pense tout seul et pour moi-même.

Ainsi formulée et corsée, l'idée serait anarchique et rebelle à toute communauté; elle exige un complément et correctif dans l'idée contraire de la Communauté, aussi importante que la première. L'homme, disait Aristote, est un être communautaire. Et il a formulé une deuxième idée-mère de l'Occident.

Personnalisme communautaire voilà le paradoxe qui est à la base de notre civilisation européenne. Qui dit exclusivement: personnalisme, se trompe comme Sophocle. Qui dit exclusivement: communauté et discipline, se trompe avec le théologien qui déclarait hérétique celui qui a une opinion personnelle.

Mais ce couple d'idées à lui seul ne suffit pas non plus; car il pourrait servir de base à un particularisme collectif quelconque, familial, régional, national aussi bien qu'à une plus vaste conception et organisation qui les dépasse.

L'universalisme

Troisième grande idée-mère de notre Europe: l'universalisme qui est la tendance à dépasser le particularisme pour arriver à la catégorie de l'universel dans notre pensée scientifique, morale et politique.

Il faut dire, hélas, qu'aujourd'hui deux au moins de ces idées mères sont menacées, ou même étouffées, le personnalisme par le collectivisme et l'universalisme par le nationalisme et le spécialisme. L'héritage, le patrimoine humain et chrétien se trouve dans un

état lamentable de division et de décomposition, en proie aux appétits particularistes.

Et cependant, la situation spirituelle de notre civilisation occidentale n'est pas désespérée; ce n'est pas encore le chaos, ce n'est pas encore l'anarchie. Il est toujours possible de parler de communauté d'idées.

Bien entendu, il ne suffit pas d'affirmer un credo pour le faire pénétrer dans les esprits et dans les cœurs. Il faudra, pour former la conscience européenne et pour la consolider comme on a réussi à le faire pour la conscience nationale, il faudra une rééducation systématique, patiente et profonde.

Que pouvons-nous faire, que peuvent faire nos universités pour former des consciences européennes, pour restaurer l'indivision fondamentale du patrimoine?

La tâche des universités

Je devrais montrer comment notre enseignement supérieur peut et doit implanter dans la jeunesse universitaire les trois idées-mères de notre civilisation européenne, le personnalisme, la communauté et l'universalisme et réaliser leur synthèse et symbiose dans les consciences et dans la vie des jeunes. Je me bornerai à parler de la troisième idée, celle qui est la plus fortement menacée et la plus proche aussi de l'esprit de nos universités, je veux dire l'universalisme. Notre éducation, notre ambiance journalière ont coulé nos âmes dans un moule étroit: nous nous sentons Français, Anglais, Belges, Allemands avant tout. Chacun met son pays au-dessus de tout. C'est à peine si les principes de morale l'emportent sur le principe et l'intérêt national. Le nationalisme exclusif a formé les consciences humaines en les privant des grands principes universels; il a développé, certes, de grands sentiments, mais cultivé aussi les sentiments d'orgueil et de dédain, de jalousie, de cupidité, d'envie et de haine. Il a pour ainsi dire dérangé et entravé la grande circulation du sang et jeté le corps de l'humanité dans un état pathologique.

L'éducation européenne

J'entrevois trois directions dans lesquelles agira notre pédagogie européenne: historique, philosophique et psychologique.

Nous sommes, peuples et individus, chargé et pénétrés d'hérités en un mot d'histoire, et même par bonheur d'une histoire européenne. Tout n'est pas à créer sur le plan européen, il existe un héritage, une tradition dissipée et dispersée à travers un passé de plus de 2000 ans. Nos historiens auront à découvrir, à rassembler, à faire revivre notre passé européen. A partir d'un certain moment et niveau de culture, la genèse et la croissance des nations sont dues en grande partie au culte du passé. Nous savons l'influence qu'a eu sur l'essor de la conscience nationale française le culte de Jeanne d'Arc et du passé français. Nous connaissons le rôle joué par les historiens dans

l'éveil et l'épanouissement allemand. Il est une loi de la psychologie sociale, que les communautés sont formées de volonté d'avenir et de souvenirs du passé! « Société, dit Auguste Comte, n'est pas seulement coopération, mais aussi commémoration ». Forts de cette idée, les trois Ministres de l'Education nationale de Benelux ont proposé, dans une réunion à Bruxelles, de promouvoir le projet d'une histoire européenne et d'un livre de l'Europe qui réunirait les plus beaux textes ayant trait à l'idée européenne. Il me semble que nos Universités sont les premières compétentes pour une pareille entreprise.

L'éducation européenne se fera avant tout par la pensée philosophique. Nous n'aurons pas à chercher bien loin. Il est une tendance que nous découvrons dans notre pensée occidentale ou plutôt dans la constitution même de l'esprit et du cœur humain: cette tendance fondamentale de notre sensibilité, de notre volonté et de notre pensée à dépasser le concret, l'individuel, le particulier, pour rechercher l'abstrait, le général, les lois universelles, l'être universel, les valeurs universelles: c'est le principe même de l'universalisme.

* * *

Mieux encore que dans notre sensibilité nous voyons s'affirmer l'universalisme dans les démarches de la pensée. Au moment où la connaissance sensible s'élargit en connaissance conceptuelle pour abstraire et généraliser, pour penser par genre, par lois et essences le monde change pour nous d'aspect et de valeur et apparaît dans sa structure générale, universelle.

L'Européen futur

On sait que sous l'influence du nominalisme anglais, de l'idéalisme allemand et du positivisme français, le dernier rempart du véritable universalisme politique qu'était le droit naturel s'est écroulé pour céder la place à un droit et à une politique positivistes particularistes et nationalistes. La situation qui est faite ainsi à l'humanité est bien paradoxale: d'un côté les relations entre nations sont abandonnées à une espèce d'anarchie, conséquence de l'absence de normes et de lois universelles en droit et en politique. D'autre part, à l'intérieur des Etats, les relations entre les individus et leur nation sont réglées par un régime de plus en plus envahissant et oppressif de constitutions, de lois et règlements, régime qui dans certains pays autoritaires et totalitaires a dégénéré en une véritable tyrannie d'Etat. Cet étatisme est un pseudo-universalisme arrêté à mi-chemin entre le véritable universalisme et le personnalisme, à ce stade que nous appelons nationalisme, position dangereuse d'équilibre instable qui nous empêche d'arriver à une vie normale entre nations et à sortir de l'anarchie internationale.

L'Européen futur sera en même temps qu'un citoyen de l'Europe, une personne qui a son

Les propositions de Moscou à l'ONU

Radio-Moscou a diffusé le 18 février sous forme de déclaration les propositions que le gouvernement de l'Union soviétique soumettra au cours de la prochaine session de la sous-commission du désarmement de l'O.N.U., qui s'est ouverte le 25 février à Londres.

Dans le préambule, le gouvernement soviétique accuse les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France d'avoir pris des mesures « qui ne peuvent mener qu'à l'échec de tout accord international dans ce domaine ».

Au nombre de ces mesures le gouvernement soviétique cite en premier lieu les accords de Paris, qui, dans la mesure où ils prévoient la remilitarisation de l'Allemagne et son inclusion dans des groupements militaires, sont dirigés contre les Etats pacifiques européens ».

La déclaration soviétique s'élève également contre les décisions prises par la session de l'O.T.A.N. en décembre dernier et rappelle les propositions soviétiques faites à la neuvième Assemblée générale de l'O.N.U. à ce sujet.

Elle attire l'attention des gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France « sur la responsabilité qu'ils prennent en poursuivant leur politique de remilitarisa-

tion de l'Allemagne occidentale et leurs plans de préparation d'une guerre atomique ».

Enfin le gouvernement soviétique déclare regretter que les pays asiatiques, dont l'Inde et la République populaire chinoise, ne soient pas membres de la sous-commission du désarmement, alors « que ces pays sont intéressés à ce problème autant que les autres nations ».

Puis, après un historique des pourparlers sur la réduction des armements et l'interdiction des armes nucléaires et à hydrogène, le gouvernement soviétique insiste sur la nécessité de n'utiliser l'énergie atomique qu'à des fins exclusivement pacifiques, notamment pour favoriser les progrès des pays insuffisamment développés.

Le gouvernement soviétique rappelle que « l'absence d'un accord international sur l'interdiction des armes nucléaires et sur la réduction des armements constitue un obstacle majeur à un emploi pacifique réel de l'énergie nucléaire ».

Il ajoute que tous les efforts de l'U.R.S.S. pour la réduction des armements et l'interdiction des armes nucléaires et à hydrogène « se sont heurtés jusqu'à présent à l'opposition des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ».

Le gouvernement de l'U.R.S.S.

propose que tous les Etats prennent les engagements suivants:

1) Destruction de tous les stocks existants d'armes atomiques et à hydrogène et utilisation de l'énergie à des buts pacifiques.

2) Maintien des forces armées et armements à leur niveau du 1 janvier 1955, les crédits de la défense ne devant pas être supérieurs à ceux prévus pour 1955.

L'U.R.S.S. propose qu'un contrôle international soit instauré pour veiller à l'application de ces mesures.

Le gouvernement soviétique souligne dans sa déclaration qu'étant donnée l'importance pour le monde entier de la question de la réduction des armements, de l'interdiction et de la destruction des armes nucléaires et à hydrogène, aucun gouvernement, qu'il fasse partie ou non des Nations unies, ne doit rester en dehors de ces conventions.

Après avoir rappelé ses propositions antérieures pour la convocation d'une conférence mondiale afin de traiter ces problèmes, le gouvernement soviétique déclare « qu'il estime absolument nécessaire que les Nations unies convoquent dans le courant de 1955 une conférence mondiale sur la réduction des armes atomiques ».

(suite de la p. 12)

centre de gravité en elle-même, dans sa vie morale. Mais cette vie morale, soustraite au pouvoir de l'Etat et du collectif, doit cependant respecter la loi morale universelle. Il faut dire que l'idée d'une morale universelle est peu à peu disparue de la conscience humaine. Dans la vie privée, que de gens qui en font à leur guise et n'admettent qu'une loi, qu'une règle de conduite: leur intérêt et leur plaisir. Dans le domaine de la vie publique, n'est-ce pas l'Etat qui a assumé le rôle de conscience générale en décrétant lui-même les lois dernières auxquelles doivent se référer les actes publics du citoyen et de la nation? Il est devenu de règle de dire

que tel acte public ne regarde que l'Etat et la Nation. C'est à peine si les crimes de droit commun sont jugés d'après un code universel.

L'autonomie de l'Etat, en fait de morale, est une des grandes erreurs de l'époque. La conscience morale a subi une transformation regrettable en perdant la notion d'obligation universelle et absolue. C'est un des aspects les plus inquiétants de la crise du monde moderne qui se fait sentir à tous les niveaux de la vie: du droit jusqu'aux relations journalières et aux mœurs commerciales et professionnelles.

La restitution d'une morale universelle est une des nécessités urgentes du présent, un des postulats de la politique européenne.

Général Frank A. Allen

ASSISTANCE MILITAIRE EN ITALIE

Au cours d'une réunion du « Propeller Club » à Gênes, le Général de Division Frank A. Allen, a prononcé le 27 janvier dernier un discours où il a donné quelques précisions sur le rôle de l'organisation qu'il dirige en Italie. Le MAAG ou groupe consultatif pour l'aide militaire, a son siège près de l'Ambassade des Etats Unis et groupe 48 officiers, 34 sous-officiers et 40 fonctionnaires techniques et civils qui ont pour tâche d'étudier les formes et la réalisation de l'aide à apporter aux forces armées italiennes conformément à la Loi votée par le Congrès des Etats-Unis en 1949 sur la Mutuelle Assistance Défensive. Au cours de son allocution, le Général Frank A. Allen qui se trouvait au début de la guerre de Corée, au Japon, avec la 1ère Division de Cavalerie, a fait allusion aux opérations militaires qu'il a pu suivre de près.

Personne ne peut nier que le danger commun qui menace la sécurité des nations libres dérive des visées impérialistes du communisme international. La menace communiste n'a pas seulement un caractère militaire, elle est aussi politique et économique: en exploitant les faiblesses intérieures de leurs victimes possibles et en employant la contrainte économique et politique, les communistes ont déjà démontré qu'ils sont en mesure de conquérir des territoires sans engager leurs forces armées.

LE CAS DE LA COREE.

Dans le cas de la Corée, par contre, le communisme décida de déclencher une agression que rien ne justifiait dans un état satellite...

...Beaucoup ont critiqué les décisions prises par notre gouvernement quand nous utilisions d'abord l'Aéronautique, puis l'armée et la marine pour arrêter des armées communistes en Corée; à mon avis, cependant, si nous n'avions pas engagé alors nos forces dans la péninsule coréenne, aujourd'hui toute l'Asie serait sous la domination communiste. La 1ère Division de Cavalerie suivit la 24e Division d'Infanterie sur les champs

de bataille coréens, et ce furent des journées mémorables que celles où l'on envoya les premiers transports de troupes et où les premiers combats eurent lieu.

La décision d'employer des troupes américaines dans la campagne coréenne avait été nécessairement hâtive et nos troupes durent être déplacées rapidement pour arrêter les attaquants avant Pusant et les empêcher d'occuper complètement la Péninsule. On comprendra la difficulté de réunir assez de navires pour transporter ce premier convoi de troupes: trois divisions, environ 45.000 hommes, avec leur équipement de chars blindés, d'artillerie, de matériel motorisé, de radar et de cuisines. Les premiers convois étaient vraiment hétérogènes, comme leurs équipages mais quoi qu'il en soit, malgré les typhons et le mauvais temps, les troupes purent être débarquées et envoyées au combat. La 24e Division aux ordres de l'héroïque Général William F. Dean, fut la première débarquée, et affronta la première l'avant-garde des troupes nord-coréenne qui avaient enfoncé les lignes défensives de la République de Corée et marchaient au sud, sur trois colon-

nes. La 24e Division eut à subir de lourdes pertes, mais put retarder l'avance ennemie jusqu'à l'arrivée des renforts.

Les troupes que nous avions en 1950 au Japon n'étaient guère prêtes pour la guerre, à dire vrai, car en tant que troupes d'occupation, elles étaient dispersées par petits détachements dans toutes les îles de l'archipel et l'on n'avait pas envisagé l'éventualité de concentrations pour opérations militaires. Pourtant nous fîmes bien vite la dure expérience de guerre et nous arrê tâmes l'armée nord-coréenne sur le fleuve Naktong en attendant les renforts. Par une magnifique opération la 1ère Division de Cavalerie attaqua et enfonça les lignes ennemies à Tabu-Dong, parcourant 286 Km. en deux jours pour contacter à Séoul le Xe Corps d'Armée qui avait débarqué à Inchon quelques jours auparavant. Cette opération combinée fut un grand succès tactique et stratégique et avec la collaboration de l'armée républicaine coréenne, nous réussîmes à pénétrer dans la capitale de la Corée septentrionale, Pyong-Yang, et à nous en emparer.

L'intervention, en Corée, des forces chinoises et l'attaque que nous eûmes à subir en novembre 1950, furent une surprise totale: de gros effectifs furent employés contre nous et nous obligeâmes à replier sur Séoul et sur le fleuve Han, pour nous réorganiser et nous préparer à de plus longues hostilités.

J'ai vu au combat les troupes organisées et commandées par les communistes et j'ai pu constater personnellement qu'elles infligeaient à nos soldats prisonniers un traitement diabolique. J'ai trouvé des charrettes de cadavres, massacres opérés probablement au moment où nos soldats avaient été disposés en rangs pour recevoir leur maigre ration quotidienne. Les

blessés qui ont survécu à ces tragédies ont raconté sur leur période de captivité des choses atroces.

J'ai vu la tactique des membres de la délégation d'armistice communiste, j'ai entendu leurs affirmations non fondées, leurs mensonges et leurs calomnies, si bien que je ne prête pas foi à leurs déclarations. On ne peut se fier à eux.

Le programme de Sécurité Mutuelle opère dans le cadre d'un système d'alliances, ou pactes régionaux, et nous comptons sur nos alliés, comme ils comptent sur nous. En Europe, notre programme s'appuie sur l'OTAN, sur le renforcement de la défense collective des 14 Pays qui adhèrent, consolidée par l'aide militaire et économique à l'Allemagne Occidentale, à l'Autriche, à la Yougoslavie et à l'Espagne.

L'aide militaire autorisée par la Loi sur la Mutuelle Assistance Défensive (M.D.A.P.) comprend l'équipement, le matériel et les services de caractère militaire.

Dès le début du MDAP; les Etats-Unis ont remis aux Forces Armées italiennes pour plus de 700 millions de dollars de matériel.

Le matériel expédié par les Etats-Unis est intégré au programme des commandes militaires à l'étranger, sur la base duquel une partie des choses nécessaires à la défense mutuelle sont commissionnées et acquises par des industries d'Italie et des autres Pays alliés. Ceci permet non seulement à l'OTAN d'améliorer la base logistique de ses forces, mais constitue une aide économique appréciable pour le Pays qui reçoit les commandes.

Pour l'Italie les résultats économiques ont été à ce propos particulièrement importants. Jusqu'ici plus de 450 millions de dollars de commandes ont été effectuées près des industries et chantiers navals italiens assurant environ en moyenne une année de travail à 280.000 travailleurs italiens.

Divers critères sont suivis quant au choix des chantiers ou des industries qui doivent exécuter les commandes; ils com-

UN APPEL DU CONSEIL DES COMMUNES D'EUROPE

Au cours de la réunion du 17 janvier dernier qui a eu lieu à Esslingen am Neckar, le Conseil Exécutif des Communes d'Europe a rédigé l'Appel suivant:

Administrateurs locaux de toute l'Europe.

Le Conseil des Communes d'Europe, fort de l'appui de toutes ses collectivités, vous invite à assumer les suprêmes responsabilités de votre charge.

L'heure est venue de déclencher la bataille décisive pour les libertés locales qui, fondement de toute saine démocratie, sont aujourd'hui menacées et souvent supprimées.

Notre conviction, basée sur de nombreux exemples historiques, est que les autonomies locales se conquièrent durant les grands mouvements qui unissent plusieurs Etats centralisés en Fédération de peuples.

Vous savez que vos administrés demandent la paix, la liberté, le travail et le logement: tout cela ne peut être obtenu qu'en restaurant les Etats-Unis d'Europe. La Fédération, unifiant les monnaies, et créant un marché commun, posera les fondements certains de l'autonomie financière et de la prospérité économique de votre communauté.

Les Gouvernements ont été lents, ou pire encore, incapables de créer le Pouvoir politique supranational: il faut que chaque organisme local devienne un centre d'active propagande fédéraliste de façon à ce que les populations contraignent au plus tôt les gouvernements nationaux à convoquer l'Assemblée Constituante.

C'est ainsi que naîtront les Etats-Unis d'Europe qui, en sauvant la civilisation occidentale, assureront un avenir meilleur et le progrès social dans le respect de la liberté et de la dignité de la personne humaine.

prennent des considérations d'ordre stratégique et d'économie maxima par rapport aux possibilités techniques et financières permettant aux entreprises de respecter les clauses des contrats et les délais de livraison. En outre, la Loi sur la Sécurité Mutuelle affirme clairement que le renforcement des libres organisations syndicales rentre dans la politique des Etats-Unis si bien que nous évitons de placer des commandes, en Italie, là où elles pourraient favoriser le communisme, pour

les placer au contraire là où les organisations syndicales libres sont le mieux susceptibles d'en bénéficier.

...J'ai donc le plaisir de collaborer, comme chef de la MAAG en Italie, avec les autorités militaires italiennes et mes rapports quotidiens avec les forces armées italiennes constituent pour moi et mes collègues du MAAG, un motif de constante satisfaction. Nous sommes heureux de pouvoir aider une grande nation à renforcer son potentiel défensif...

Le Bundestag approuve les accords de Paris

A de très fortes majorités, le Bundestag a adopté le 27 février les accords de Paris.

Les débats s'achèvent ainsi, au bout de quatre jours, par un succès considérable, mais attendu, pour le chancelier Adenauer.

Si, lors du vote définitif en troisième lecture, quelques voix ont manqué à la majorité obtenue le 26, c'est sur le règlement sarrois que ce très léger effritement a été le moins sensible. La marge favorable reste, dans cette délicate épreuve, de plus de soixante voix alors que le chancelier lui-même n'avait pas osé le chiffrer à plus de quarante-cinq.

Le Dr. Thomas Dehler, président du parti libéral, avait pourtant lancé une offensive concentrée autant contre le statut sarrois que contre le blâme infligé vendredi par le chancelier fédéral à un député F.D.P. qui attaquait l'accord. La passion contenue, l'éloquence simple et directe du leader libéral se sont heurtées le 27 au silence glacial du chancelier Adenauer, impassible à son banc. Celui-ci n'a même pas jugé utile d'intervenir à la fin du débat.

* * *

Les ministres hostiles au règlement sarrois, le chrétien-démocrate Jacob Kaiser et les quatre libéraux se sont réfugiés, comme on l'avait prévu, dans l'abstention, à l'exception du vice-chancelier Bluecher qui, lui, a voté pour la ratification.

Ainsi, satisfaction a été donnée à la fois aux exigences de la solidarité gouvernementale

et aux scrupules personnels. On considère comme très peu vraisemblable que le chancelier Adenauer ait jamais songé à imposer une autre attitude à ses collaborateurs réticents.

Des millions d'allemands ont pu suivre à la radio et à la télévision le déroulement des débats qui ont été intégralement retransmis. Le prestige du chancelier Adenauer sortira sans doute renforcé de cette confrontation directe avec le peuple souverain. Ce dernier a d'ailleurs fait preuve d'une sagesse exemplaire car, sauf deux manifestations communistes qui se sont déroulées sans incident à Bonn et à Munich le premier jour des débats, la rue est demeurée d'un calme absolu.

Sur le plan international, on peut tirer deux conclusions de ce débat: l'une relative à la Sarre et l'autre à la réunification.

L'assemblée fédérale a tenu à réaffirmer solennement le caractère allemand de la Sarre et de ses habitants et elle a tenu à affirmer le droit des partis politiques à une activité sans entraves même après l'approbation du statut par le plébiscite prévu.

* * *

On peut se demander si, sur ce dernier point, il n'existe pas une certaine divergence entre la résolution votée et l'accord lui-même. Aux termes de l'accord, en effet, le statut ne peut plus être remis en cause une fois que les Sarrois l'auront approuvé. Mais la majorité du parlement fédéral pense sans doute à conserver aux partis

la possibilité de militer en faveur d'un retour de la Sarre à l'Allemagne lors du traité de paix.

La réunification de l'Allemagne a été au centre de toutes les préoccupations, aussi bien du côté de l'opposition.

Par anticipation, le ministre chrétien-démocrate Franz-Joseph Strauss avait dès le 24 tiré la véritable leçon de ce débat. Il avait en effet dit en s'adressant à l'opposition: « Vous voulez ratifier avant la ratification; nous, nous voulons négocier après ».

Désormais, cette barrière est levée et la réunification devient le problème numero un de la politique étrangère allemande.

* * *

Ce qui séparait les partis — la ratification — étant dépassé, l'entente est possible et souhaitable sur ce qui unit tous les députés, c'est-à-dire le désir de mettre un terme au partage de l'Allemagne. Dans cette perspective, l'appel à l'union lancé au Bundestag par le chancelier Adenauer prend tout son sens. Il s'agit désormais de présenter un front commun pour obtenir que s'engagent des négociations entre les Quatre sur la réunification, et ce, avec la participation de l'Allemagne fédérale. Cette unité, aux yeux des dirigeants politiques de Bonn, est indispensable pour affronter l'union soviétique mais ils la croient aussi nécessaire pour amener les occidentaux à aborder la question désormais primordiale de la réunification.

DEBAT SUR LA DEFENSE AUX COMMUNES

Un débat sur la défense a débuté le 1^{er} mars à la chambre des communes et Sir Winston Churchill a annoncé que la Grande-Bretagne avait commencé la fabrication de la bombe « H » et qu'elle entreprenait la création d'une aviation de bombardement stratégique. D'autre part, le programme de défense nationale prévoit une diminution de cent millions de livres des crédits militaires par suite d'un abaissement du montant des commandes d'armements de type classique.

Après avoir déclaré que parmi les trois pays capables de fabriquer des armes nucléaires les Etats-Unis étaient de loin la première puissance, Sir Winston Churchill a indiqué que la Grande-Bretagne, après avoir fabriqué la bombe atomique avait commencé à fabriquer aussi la bombe à hydrogène. « C'est, a-t-il dit, cette grave décision qui constitue l'essentiel du livre blanc sur la défense qui est actuellement discuté par cette chambre ».

Bien que le stock de bombes atomiques soviétiques soit peut-être plus grand que celui de la Grande-Bretagne, les découvertes britanniques peuvent fort bien nous placer au dessus de l'union soviétique en ce qui concerne la science nucléaire fondamentale, a indiqué le premier ministre.

Faisant allusion à la conférence du désarmement qui siège actuellement à Londres, Sir Winston Churchill a déclaré: « Nous ne pouvons cacher les divergences qui existent entre la Russie et les pays de l'OTAN. De vieilles traditions russes s'opposent à l'inspection des armements. Le problème est donc de trouver un système équilibré de désarmement afin que l'une des parties en présence ne soit pas en position plus avantageuse que l'autre ».

« On reconnaît généralement de par le monde que, sans la puissance des Etats-Unis, le

rideau de fer aurait atteint l'Atlantique », a poursuivi le premier ministre, qui a ajouté: « Il n'y a qu'une politique possible pour le monde libre: assurer sa défense en décourageant l'agresseur. L'Angleterre, pour apporter sa contribution au moyen de décourager l'agression, doit fabriquer des armes thermo-nucléaires ».

Sir Winston a ensuite déclaré: « Le gouvernement soviétique connaît les lignes générales de la politique que nous poursuivons. Il doit être convaincu qu'une attaque par surprise serait suivie de représailles prolongées.

Déjà, nous disposons de cent bases aériennes de l'OTAN d'où l'on peut attaquer des objectifs convenables en Russie. J'ai des raisons de croire, à la suite de tous les renseignements venus en ma possession, que les Etats-Unis sont le seul pays capable de procéder à une attaque de grande envergure à la bombe à hydrogène, en quelques heures. Les Russes seraient mal avisés de déclencher une attaque d'ici trois ou quatre ans. Et nous pouvons, en nous basant sur l'hypothèse, présumer que la guerre n'éclatera pas durant cette période ».

APPEL DE MOSCOU AUX PARLEMENTS DU MONDE

Le 10 février dernier, après le discours du nouveau premier ministre, le Soviet suprême a clôturé sa session de six jours en approuvant à l'unanimité une déclaration de politique étrangère attirant l'attention des peuples et des Parlements sur la situation en Europe, en Asie et dans les autres parties du monde.

Cette déclaration, avertit que « l'Europe pourrait devenir le théâtre d'une nouvelle guerre si les nations occidentales réalisent leur plan de réarmement de l'Allemagne de l'Ouest ».

En même temps a été également adopté à l'unanimité le décret du Praesidium du Soviet suprême mettant fin à l'état de guerre avec l'Allemagne, ce qui n'était qu'une simple formalité.

Dans son message aux gouvernements du monde, le Parlement soviétique dénonce, d'autre part, « la course aux armements des impérialistes » et accuse les Etats-Unis d'encercler l'Union soviétique avec un réseau de bases militaires et aériennes. Il renouvelle également la demande soviétique d'interdiction des armes atomiques.

Le Parlement soviétique demande aux autres Parlements et aux peuples de lui apporter leur appui.

« Le Soviet suprême de l'U.R.S.S., déclare-t-il, accueillera favorablement toute initiative de la part des autres pays qui tendent à consolider les fondations de la paix ».

La proclamation souligne également que de tels principes sont déjà appliqués en fait par l'Union soviétique, par la Chine, par l'Inde et par d'autres pays et ils assurent une coexistence pacifique malgré les différences de régime.

Le Soviet suprême conclut en affirmant que les Parlements sont particulièrement responsables de l'oeuvre du maintien de la paix, car c'est à eux qu'il appartient de promulguer des lois qui régissent la paix et la guerre.

LE POINT DE VUE D' EISENHOWER

Au cours de sa conférence de presse, fin février le président Eisenhower a exprimé l'espoir qu'il ne sera jamais nécessaire d'envisager des solutions de rechange pour les accords de Paris prévoyant la création de l'Union Européenne Occidentale.

* * *

Le président avait été interrogé sur le point de savoir si le retard intervenu, ou prévisible, dans la ratification de ces accords, incitait le gouvernement des Etats-Unis à envisager d'autres formules pour assurer l'unité européenne.

M. Eisenhower a répondu qu'il était évidemment normal qu'en toutes circonstances des solutions de rechange soient étudiées pour assurer qu'un but recherché soit atteint. Le président des Etats-Unis a immédiatement ajouté qu'il espérait avec ferveur qu'il ne sera pas nécessaire d'envisager des solutions de rechange pour les accords de Paris. Ceux-ci, a-t-il rappelé, constituent déjà un retrait par rapport à la formule de la communauté européenne de défense qui, a souligné M. Eisenhower, présentait l'immense avantage d'entraîner normalement l'unité de l'Europe occidentale.

* * *

M. Eisenhower a déclaré ensuite que l'on ne saurait exagérer l'importance capitale pour le monde libre de la réalisation de l'unité européenne. Unie, l'Europe occidentale avec sa population de 250 millions d'habitants hautement civilisés et ses énormes ressources économiques et industrielles, représente une très grande puissance, a déclaré M. Eisenhower. Si l'Europe occidentale reste divisée, a-t-il ajouté, elle ne parviendra pas à jouer son rôle historique.

Les questions économiques

« La vigueur du récent redressement économique aux Etats-Unis donne à penser que l'expansion économique se pour-

suivra au cours des mois qui viennent. Elle promet un niveau élevé et satisfaisant de l'emploi et de la production pour l'année courante », déclare le président Eisenhower dans son rapport économique annuel qu'il a transmis fin janvier au Congrès.

Après avoir souligné « qu'il faudra surveiller de près l'évolution financière car la poursuite du redressement ne doit pas être mise en danger par un développement exagéré de l'activité spéculative », le président expose le rôle du gouvernement: « La politique de sagesse, pour

le gouvernement en 1955, précise-t-il consiste à axer les programmes de manière à favoriser l'expansion économique à long terme plutôt que de stimuler une poussée immédiate de l'activité économique ».

Le président indique ensuite « que les mesures que les Etats-Unis et d'autres nations prendront pour réduire les obstacles actuels au commerce et aux paiements internationaux rendront le monde libre plus puissant et contribueront à l'expansion économique des Etats-Unis ».

ACCORD C. E. C. A. - GRANDE BRETAGNE

Dans les derniers jours de février, la Chambre des Communes a ratifié sans opposition l'accord conclu le 21 Décembre 1954 entre la Grande-Bretagne et la haute autorité du charbon et de l'acier.

Clôturent le débat au nom du gouvernement, M. Anthony Nutting, ministre d'état, a notamment déclaré: « La communauté du charbon et de l'acier est un organisme qui se développe. Elle a parfaitement survécu à la disparition de la communauté européenne de défense. On le doit à l'énergie de M. Jean Monnet, à qui je tiens à rendre hommage ».

Auparavant, M. Nutting avait souligné les points suivants:

1) *Le gouvernement britannique, en signant cet accord, n'accepte pas d'entrer dans une autorité supranationale — la position spéciale de la Grande-Bretagne ne lui permettant pas de le faire, ni d'accepter le contrôle d'autres pays sur la sidérurgie et les charbonnages britanniques. Ce point de vue est maintenant accepté par la C.E.C.A.*

2) *L'accord est valable pour 48 ans, durée de la haute autorité.*

3) *Les intérêts des syndicats ouvriers britanniques ne seront pas oubliés, et les syndicats, comme le employeurs, seront consultés par le gouvernement chaque fois que cela se révélera nécessaire.*

4) *Les consultations entre la Grande-Bretagne et la CECA prévues par l'accord d'association, permettront d'éviter des mesures nuisibles à l'industrie britannique ou européenne.*

5) *Toutes les décisions du conseil d'association seront prises à l'unanimité. Le mécanisme prévu par l'accord permet à la Grande-Bretagne de s'associer à la CECA et de garder en même temps sa pleine liberté d'action du point de vue économique.*

INFORMATIONS

Conversations italo-turques

M. Menderes et Koprulu ont été les hôtes du gouvernement italien dans les derniers jours de janvier.

Après divers entretiens avec le Président du Conseil italien, M. Scelba et au Ministère des Affaires Etrangères avec M. Gaetano Martino, les deux hommes d'Etat turcs ont été reçus par le Président de la République qui leur a offert un déjeuner auquel ont participé M. Tevfik Ileri, vice président de la Grande Assemblée Nationale turque, MM. Koymen et Baban. S.E. Salih Korur, sous secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, l'ambassadeur Nuri Brigi; S.E. le ministre Molih Esenbel, le Président du Sénat Cesare Merzagora, M. Randolfo Pacciardi, M. Mario Scelba, M. Gaetano Martino etc...

Dans l'après midi, du 30 janvier ont eu lieu les conversations politiques à Villa Madama.

A l'issue de son séjour, M. Menderes a exprimé ses remerciements pour l'accueil reçu en Italie et n'a pas manqué de souligner l'importance des mesures de défense collective prises par le monde libre, telles que le Pacte Atlantique, le Pacte Balkanique et les accords de Paris, accords qui ont essentiellement pour but de sauvegarder les principes de la liberté et de la justice et de maintenir la paix et la sécurité.

Activité des N.E.I.

— Le comité directeur des « Nouvelles Equipes Internationales » s'est réuni à Paris dans la deuxième quinzaine de février, sous la présidence du Ministre d'Etat belge, Auguste de Schryver.

Au cours de l'examen de la conjoncture politique actuelle,

les N.E.I. ont réaffirmé que les accords de Londres et de Paris, dont la ratification rapide a été souhaitée, ne pouvaient être qu'un point de départ vers une unité plus étroite de l'Europe, au besoin, provisoirement, par des accords multilatéraux.

Le comité a lancé un appel solennel aux Européens pour qu'ils prennent conscience du sort des pays sous-développés, qui représentent plus de 60% de la population mondiale.

A l'initiative du parti populaire autrichien, le congrès international de 1955 aura lieu en Autriche au mois de Septembre prochain.

M. de Schryver a été réélu, à l'unanimité, Président international pour un an.

Le Plan Vanoni examiné à l'O.E.C.E.

Le 14 février le groupe de travail de l'O.C.E. pour le plan Va-

noni s'est réuni à Paris au Château de la Muette, sous la présidence de Sir Ellis-Rees. Le Professeur E. A. G. Robinson, conseiller économique de l'Organisation a commenté le plan sous sa forme actuelle, manifestant l'approbation la plus vive pour les efforts que l'Italie se propose d'accomplir en vue de développer son économie, ce qui doit lui assurer le plus vigoureux appui sur le plan international. A la discussion qui s'est ouverte ensuite ont participé les délégués des Etats Unis, d'Angleterre, de France, de Belgique, de Turquie et de Suisse. Le Professeur Robinson a souligné l'importance du Plan Vanoni du point de vue de l'économie européenne. La discussion a été close par M. Robert Marjolin, secrétaire général de l'O.E.C.E. qui a précisé les raisons pour lesquelles l'organisation doit appuyer avec décision le plan présenté par l'Italie.

bulletin européen

Fondateur : CONSTANTIN DRAGAN. Directeur responsable : GIORGIO DEL VECCHIO

Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME

Tél. 61.260 - 62.578 - 689.570

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000

Etranger Dollars 3, —

ABONNEMENTS D'HONNEUR - 5000

ABONNEMENT D'HONNEUR .. 10. —

c/c postale Roma N. 116299

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/2/1951

STUDIO TIPOGRAFICO B. S. - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ont collaboré...

Karl ARNOLD, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, PAUL BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Hendrik BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, René CASSIN, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, G. van ESBROECK, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, Guido GONNELLA, W. A. HART, STEFANO JACINI, Jerzy JANKOWSKI, Jacques KAYSER, Pierre de LANUX, Lars J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Eduard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giovanni PERSICO, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Rivington R. WINANT.